

Bruxellimage décide de faire cava lier seul

■ Le fonds régional d'aide à l'audiovisuel accroît ses moyens et s'éloigne de Wallimage.

Pierre-François Lovens
Envoyé spécial à Vancouver

Il faut parfois parcourir plusieurs milliers de kilomètres pour mieux comprendre toutes les subtilités de la sixième réforme de l'Etat... Ainsi, dans le cadre d'une mission économique conduite actuellement par la princesse Astrid dans l'ouest du Canada, on a appris que les fonds régionaux de soutien à la production audiovisuelle, Wallimage et Bruxellimage, ne feront bientôt plus cause commune.

Depuis 2009, le fonds wallon dirigé par Philippe Reynaert avait pris sous son aile son petit frère bruxellois en gérant tous les dossiers qui lui parvenaient. On était donc en présence d'un fonds mixte Wallimage/Bruxellimage qui, en bonne entente, venait en aide aux projets (longs métrages, séries télé, documentaires, animations, etc.) retenus sur la base de critères économiques. Et cela fonctionnait plutôt bien, si on en croit l'équipe de Wallimage basée à Mons.

La belle idylle touche pourtant à sa fin. Dès 2016, Bruxellimage – dont le

nom pourrait devenir Screen Brussels – s'affranchira de son partenaire wallon, en étant doté de sa propre équipe et, surtout, de ses propres moyens financiers. *"Lors du récent conclave budgétaire bruxellois, nous avons effectivement approuvé un refinancement de Bruxellimage. L'enveloppe globale passera à 3,5 millions d'euros, contre 2 millions actuellement", nous a confié, à Vancouver, Cécile Jodogne, la secrétaire d'Etat bruxelloise au Commerce extérieur. En surplus, il aurait été demandé à la SRIB (Société régionale d'investissement bruxelloise) de consacrer 1 million d'euros en faveur des sociétés bruxelloises actives dans le secteur de l'audiovisuel.*

3,5

NOUVEAUX MOYENS

L'enveloppe de Bruxellimage passera à 3,5 millions d'euros, contre 2 millions actuellement, et serait assortie d'aides de la SRIB à hauteur d'1 million aux sociétés bruxelloises du secteur.

Nombreuses délocalisations

A travers ces décisions, qui n'ont manifestement pas été concertées avec la Région wallonne et le fonds Wallimage, la Région bruxelloise entend, à l'évidence, monter en puissance dans le soutien à "sa" filière audiovisuelle, laquelle

concerne déjà quelque 8 100 emplois (dont la RTBF) répartis dans tout un réseau de petites sociétés spécialisées (effets spéciaux, postproduction...). *"En devenant autonome, Bruxellimage va pouvoir mieux défendre les intérêts de ces sociétés bruxelloises, ce qui n'était pas toujours évident dans le cadre de notre collaboration avec Wallimage",* indique Noël Magis, directeur de Bruxelli-

image. Ce dernier estime que pas moins de 27 sociétés bruxelloises actives dans l'audiovisuel auraient quitté la Région pour s'implanter en Wallonie, voire même en Flandre, afin de profiter de fonds régionaux plus im-

portants (5,7 millions par an dans le cas de Wallimage). *"Bruxelles était clairement perdante dans de nombreux projets de production",* assure Noël Magis.

Désormais, avec l'autonomisation de Bruxellimage et l'essor des fonds "tax

shelter", la Région bruxelloise espère donc être mieux armée pour rivaliser sur la scène audiovisuelle face à ces deux concurrentes que sont la Wallonie et la Flandre. Quitte à faire grincer certaines dents du côté wallon...